

Extrait du CGT Crédit Agricole

[http://www.cgtea.net/article.php3?id\\_article=304](http://www.cgtea.net/article.php3?id_article=304)

# Comité de Groupe : Les salariés d'abord

- Actualité - CGT CAM -



Date de mise en ligne : mardi 30 avril 2013

---

CGT Crédit Agricole

---

Le Comité de groupe crédit Agricole s'est tenu le 11 Avril dernier.

A cette occasion, M. Jean-paul CHIFFLET a présenté notamment les résultats du groupe Crédit Agricole pour 2012.

Après la valse des chiffres pour expliquer la cure de jouvence du bilan 2012 du Groupe (6.5 milliards de perte), M. Chifflet voudrait rassurer :

- ▶ Sur d'éventuels foyers résiduels de dépréciations : « *Un risque demeure en Italie mais nous sommes confiants dans notre capacité à améliorer les résultats.* »
- ▶ Sur l'exposition du CA aux dettes souveraines : « *Le risque concerne la France (40 milliards), pas les pays sensibles (Irlande Grèce Italie Portugal Espagne).* »
- ▶ Sur les importantes provisions passées sur AGOS, serait-ce le nouvel EMPORIKI ? « *Rien ne permet d'être inquiet, on s'est séparé de l'origine du mal : des dirigeants qui masquent la réalité !* »
- ▶ Sur les perspectives d'évolutions de l'activité et des résultats : « *Les résultats 2013 seront significativement meilleurs avec dividendes, il faut travailler et rester prudent.* »

Si la collecte monte, nos crédits augmenteront sinon ils devront s'adapter à notre capacité de financement par les marchés. »

- ▶ Sur les Paradis Fiscaux : « *J'aurai tendance à dire que hors de France, tout est paradis fiscal.* » « *La liste des filiales CA dans les « états non coopératifs » est publiée.* »

Oui, le Crédit Agricole est présent dans tous les pays pour accompagner et organiser les placements que demandent les clients y compris dans ces pays. Il est facile de toujours porter la faute sur les banques quand un homme réalise un placement discutable.

Nous respectons et appliquons les lois. Il appartient au législateur de changer la loi s'il le juge nécessaire. »

- ▶ Sur la situation économique de la France : « *Préoccupante elle mérite un accompagnement et le gouvernement ne fait rien bouger &hellip;* »

## Technique financière, résultats, provisions, dividendes : et les salariés qui en parle ?

**La CGT regarde 2012 sous un autre éclairage et Mr Chifflet, loin de nier l'existence de classes, se réclame de celle des travailleurs !**

- ▶ PMT (plan moyen terme 2013-2016) :

Nos dirigeants se refusent catégoriquement à partager la moindre indication au sujet du plan stratégique triennal qu'ils ne présenteront qu'en octobre (quand il sera mûr...).

M. Chifflet précise cependant : « *nous devons nous adapter et nous mettrons toute la dose d'humanisme qui caractérise notre Groupe, même si nous souhaiterions ne pas avoir à licencier* ».

Nos craintes portent sur le réseau d'agences et les médias les partagent et les services des sièges ne seront pas épargnés : la mutualisation des services est à l'honneur !!

► MUST (mutualisations-synergies-transversalité) ou (je dois, tu dois, nous devons...) :

650 millions d'économie d'ici 2015 : immobilier (ventes d'immeubles et regroupement de sites en cours), informatique (date center unique et architecture coordonnée à venir), achats (regroupement des contrats) mais les conséquences ne seront que mobilités fonctionnelles et géographiques qui ne coûtent rien à l'entreprise, ont-ils le culot de dire !!

**La résistance s'organise, des mouvements sociaux rassemblent déjà les salariés, ceux de CMDS et ceux de CADIF entre autres : ils refusent de payer les économies envisagées !!**

La CGT a fait la déclaration suivante :

"Parce que nos intérêts ne sont pas les mêmes, notre regard sur l'année écoulée ne se situe pas sous les mêmes angles. Au premier plan, il y a selon nous, les femmes et les hommes qui par leur travail quotidien font l'activité du Groupe.

Dans ce domaine, la CGT, organisation syndicale, estime indispensable de faire un point sur l'année 2012 et elle considère que cette année a été marquante socialement aussi bien, à l'international qu'en France, avec la cession d'Emporiki, les plans d'adaptation de CA-CIB, de CACF, la cession de CHEUVREUX qui ont entraîné des suppressions d'emplois et mis des familles dans la difficulté, parfois même la précarité.

**Elle veut souligner l'excellent travail de tous nos collègues du Groupe, elle veut saluer l'engagement continu des collègues de LCL, celui des Caisses Régionales qui vivent l'enfer des bascules informatiques, des incivilités quotidiennes.**

Nous regrettons que nos collègues fassent le choix de se taire, d'obéir par peur, dans la souffrance et parfois jusqu'à l'extrême alors qu'ils sont particulièrement conscients que leur **souffrance au travail est de plus en plus liée à la difficulté pour eux d'assumer le métier d'employé de banque, y compris dans le Groupe Crédit Agricole malgré tous les messages publicitaires qui voudraient rassurer et les explications qu'on leur demande de présenter aux clients pour expliquer l'inexplicable.**

Nous avons le sentiment qu'ils sont collectivement seuls, écrasés par les messages à répétition, d'excellence, de performance, de respect des procédures, de marge de progrès, de normes d'activité, d'objectifs insensés. **Nous vivons dans un monde d'apparence ou le commun des mortel (soit 90 % de la population) croit vivre au dépend de celui qu'il a tort d'écouter. Le système est ainsi fait, mais tout à une fin, nous vivrons sûrement des jours meilleurs !**

Cependant, l'année à venir s'annonce plutôt mal pour les salariés puisque l'accord compétitivité sera probablement transcrit dans la loi, et comme dirait la délégation Fédérale, au Crédit Agricole nous avons su anticiper avec l'introduction de la mobilité dans l'accord GPEC.

Nous dirions même à la CGT, qu'il y a belle lurette que vous jouez du coefficient d'exploitation au Crédit Agricole et, selon nous, vous n'êtes pas prêts à le jeter, votre jouet ! Oui nous sommes inquiets, nous avons compris depuis longtemps que **vous aviez tourné le dos aux valeurs du coopératif mutuel, que les actionnaires et les marchés financiers avaient pris le pas sur les Sociétaires, les clients et les salariés.**

Avant même ce que vous avez nommé « mutualisation de la Caisse Nationale », nous avons compris que vous adoptiez un mode de gestion capitaliste. Nous voyons aujourd'hui quels sont les résultats, les pertes cumulées dont

personne, non jamais personne, ne porte la responsabilité, faut-il croire qu'elle est mutualisée ?

Oui, nous sommes inquiets pour nos Caisses régionales, nos filiales, pour nos clients, pour l'ensemble des salariés du Crédit Agricole. **C'est un autre angle de vue qui alimente cette inquiétude : celui de la gouvernance.**

Inquiétude pour nos Caisses régionales qui n'ont plus qu'une autonomie de vitrine parce que financièrement elles sont dépendantes de CA SA et des marchés financiers, il subsiste selon nous une opacité quant à la gouvernance, opacité aggravée par le filtre de la SAS et de la FNCA.

**Dépendance financière, présentation de dossiers techniques par des professionnels de la communication, de la vente de l'ultime montage salubre à tous, présenté avantageusement aux élus des Conseils d'Administration et des Comités d'entreprise.**

Comment s'opposer à cette technocratie qui détient le savoir au point de lui confier un blanc-seing pour les opérations de switch ? Nous avons eu switch 1 CCI/CCA qui transfère les risques pondérés de CASA vers les Crs et qui, peut être, sera dénoué par un rachat des CCI/CCA à l'instar de NATIXIS-BP-CE, nous allons avoir un switch2 pour traiter les ratios prudentiels de l'assurance, toutes ces opérations ont un impact sur les fonds propres des Caisses. Fonds propres, mais aussi besoin de refinancement, différentiel crédit collectif, dépendance aux marchés, liquidité avec sa panoplie true sale, coveredbonds, FCT.

La liste est longue et la **stratégie de transfert du trésor et des activités s'opère progressivement**. Prenons un des derniers dossiers en date, celui de CA-IMMO nécessitant un avis des CE, il ne présentait que l'approche financière, rien sur le volet social, rien sur la pertinence économique. Il s'agit pourtant dans ce dernier exemple de deviner la stratégie.

Revenons sur le sort étroitement lié des salariés. Nous n'allons pas réécrire à la Boris VIAN « la complainte du progrès », ni l'apogée de NICE, parce que nous savons qu'il est l'ultime outil indispensable, pour vous, à la gestion des flux mais aussi à la gestion des effectifs, celui qui facilite les coopérations, les regroupements de Sites, ceux des sièges, celui qui donnera toute l'autonomie et l'apparente liberté au client. Nice l'archaïque, est pour vous un progrès politique indispensable à la suppression des agences rurales pour demain, indispensable au canal pour soi-disant répondre aux besoins des clients, aux attentes des nouvelles générations.

Nice, le destructeur d'emplois inscrit dans les temps modernes de l'industrialisation des services, outil de surveillance et de sévices pour les ouvriers qui travaillent encore !

Alors nous dirons que l'accord signé ce 11 janvier, transcrit dans sa quasi-intégralité dans la loi est pour vous un cadeau béni qui vous laisse plus de latitude, moins de contraintes **pour mener à bien la mission qui est la vôtre, celle de servir les intérêts de votre classe, celle du capitalisme dont les intérêts malgré ce que certains pensent ne seront jamais ceux de la classe ouvrière, celle des travailleurs, celles de ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre.**

**Vous pouvez compter sur nous pour mener la lutte de classe, cette lutte un temps oublié par les travailleurs en col blanc dont nous sommes, qui n'en demeurent pas moins des travailleurs capables d'agir, ils le démontrent tous les jours, mais aussi capables de réagir nous en sommes convaincus."**